

Un sous-prolétariat fragilisé, pour un patronat toujours gagnant !

Par exclus.enaction@free.fr, Landes, 6 juin 2007.

« *Plus on brise les Hommes, plus profondément, sinon plus rapidement les idées se répandent.* »
Louise Michel.

La plupart des rmistes qui recherchent du boulot sont amenés à **assumer leurs propres frais d'insertion** avec leur 440 euro mensuel net.

Une entreprise contactée par téléphone, demande au chômeur de venir apporter son CV. Alors qu'elle précise que l'entretien d'embauche aura lieu ultérieurement sur convocation. Le rmiste suggère de l'adresser par voie postale. La professionnelle de l'emploi qui suit le rmiste dans un dispositif plus ou moins identifié comme un parcours de recherche active (pas de contrat signé) s'insurge que le déplacement pour porter le CV n'ait pas eu lieu.

Ce déplacement représentait 4 repas, soit 2 journées de nourriture ! Quelle humiliation !

Faut-il encore rappeler que le **seuil officiel de pauvreté** se situe à **750 euro** ? Et que survivre en dessous signifie encore plus de **coupes claires dans le budget** en se limitant aux **besoins strictement vitaux**, et encore...

Dans des dispositifs officiels, comme le **parcours de recherche active**, prescrit par l'ANPE et géré par des sous-traitants rémunérés comme l'INFA, la **pression pour les démarches multiples et coûteuses** est exercée sur ces rmistes par des professionnels zélés.

S'il était exact qu'**une telle entreprise discriminait les candidats** selon qu'ils se déplacent ou pas (**éliminant les plus pauvres**) pour porter en main leur CV **sans entretien lors de cette démarche**, alors, l'acte relèverait de la loi et la complicité silencieuse des professionnels qui le savent feraient d'eux **des complices**.

Ces professionnels sont-ils inconscients des **réalités sociales** ? Non. Ils le savent. Le **malaise manifeste** depuis longtemps a **explosé** d'une manière encore plus criante à travers **avril 2002** et lors des **échéances électorales de 2007**.

Ce n'est pas ça qui bousculera les mentalités sclérosées très attachées à leur **petit confort salarial** personnel, avec **frais de déplacement remboursés** et **ticket restaurant**. Pourvu que ça dure, les autres, je m'en fous. **Je sers les politiciens caviar** pour qu'ils continuent à me fournir mon salaire.

Alors que certaines autres personnes bénéficient d'aides aux déplacements, ou encore de formation rémunérées. Que des collectivités publiques distribuent **souverainement** en fonction de leurs **critères très subjectifs** à partir des prélèvements obligatoires.

Alors que la **collectivité départementale** et les collectivités territoriales **distribuent des subventions** (75000 euro pour une salle de sports, 200000 pour une salle de cinéma, des centaines de milliers d'euro pour des **marchés publics**, parfois sur-facturés **vers des entreprises privées**, dont certaines ont un comportement plus ou moins éthique...).

Tous les chômeurs sont égaux, mais il y en a qui le sont plus que d'autres.

La situation est déjà *dégueulasse* dans le principe. De toutes façons, des rmistes sont considérés comme des nuls à priori. Ou comme une *vulgaire main d'oeuvre pas cher* à caser dans les *boulots de précarité, mal payés, corvéables à merci*, où *les conditions de travail sont particulièrement dévalorisées*.

C'est toute une économie de professionnels de l'emploi et de l'insertion qui vit grâce à l'abondance du nombre de chômeurs et à l'offre d'emplois précaires ou dévalorisés. Et ce ne sont pas eux qui ressentent les premiers la *nécessité d'un changement de société*.

C'est d'ailleurs le boulot de ces sous-traitants de l'ANPE de se débrouiller pour tenter de caser ceux considérés comme encore plus ou moins casables.

Approvisionner, en main d'oeuvre, ce genre de patronat pas trop regardant sur l'application de la loi ni sur la décence des conditions de travail de ce sous-prolétariat français. Patronat qui trie joyeusement dans la masse des sans-emploi, *en écumant juste le « haut » qui l'intéresse* et en rejetant sans ménagement tout le reste. Que le grand public traitera ensuite de *fénéants*. Sous l'impulsion calculée de ceux qui vantent les *« mérites de la France qui se lève tôt »*.

Et l'application de la loi (pourtant faite en leur faveur) par les capitalistes laisse à désirer.

Un patron notoire du thermalisme fait remplir un *dossier de recrutement bourré de demande de renseignements très personnels*, jusqu'à la couleur des yeux, oui ! Sans déclarer sa base de données à la [CNIL \[1\]](http://www.cnil.fr/), ni avertir des *droits d'accès et de rectification* par les intéressés.

Un patron de grande surface, tendance capitaliste de gauche, qui n'hésite pas à *pratiquer la discrimination* en recrutant pour un *inventaire*, des étudiants exclusivement, dans une petite localité landaise où des rmistes cherchant un peu de travail sont *refoulés*. Une situation qui relèverait de l'*HALDE [2]* <http://www.halde.fr/> chargée de moraliser l'exploitation capitaliste, laquelle exploitation s'est sérieusement dévoyée ces dernières décennies.

C'est tout simplement dégueulasse !

Et il ne s'agit pas de la fatalité, mais de *décisions mûrement réfléchies* par les *décideurs de toutes sortes*.

6 juin 2007.

[1] *CNIL*: commission nationale informatique et liberté. <http://www.cnil.fr/>

[2] *HALDE*: haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité. <http://www.halde.fr/>

© 2007 exclus.enaction@free.fr – <http://exclus.en-action.org/>

Toutes reproductions non commerciales et sans but lucratif encouragées avec indication des sources et texte intégral. Tous autres droits réservés: prendre contact.